



*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°169 du jeudi 6 octobre 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Jobs Campus. P. 10.

ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Le Directeur Afrique de l'AFD chez Simon Compaoré

P.2



BANDE ANNONCE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Le Directeur Afrique de l'AFD chez Simon Compaoré

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, Simon Compaoré, a accordé une audience, le mardi 04 octobre 2016, au Directeur Afrique de l'Agence Française de Développement (AFD), Jean-Pierre Marcelli. Les deux personnalités ont fait le point de la coopération avec les collectivités territoriales.



A l'issue de cette audience qui duré plus d'une heure, le Directeur Afrique de l'AFD, a révélé que les échanges avec le Ministre d'Etat ont porté sur le

prochain programme du Plan de développement durable de la ville de Ouagadougou financé à hauteur de 80 millions d'Euro, soit environ 52,5 milliards de F CFA. « J'espère que ce plan sera approuvé prochainement par le Conseil des Ministres du Burkina Faso et par notre conseil d'administration avant la fin de l'année », a souhaité, M. Pierre Marcelli. « Ce programme sera d'une ambition inégalée dans

l'histoire de notre coopération puisqu'il va permettre de financer beaucoup

d'infrastructure », a-t-il précisé.

En plus des travaux de voiries et d'aménagement de la ville, le plan prévoit la construction de services de proximité et de

services de base au profit de la population.

Se prononçant sur la décentralisation dans notre pays, M. Marcelli s'est dit très impressionné par son avancée. Pour lui, c'est un véritable relai de développement de production des moyens de l'Etat dans les localités. Toute chose, qui à l'en croire, encourage l'AFD à poursuivre sa coopération.

En rappel, l'Agence Française de développement est un partenaire de longue date de la commune de Ouagadougou en matière de définition de stratégies de développement et d'investissement.

**La Direction de la
Communication et de la
Presse Ministérielle du
MATDSI**



SIAO 2016 : « L'artisanat contribue à près de 30% du Produit Intérieur Brute »

La 14ème édition du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO), se tiendra du 28 octobre au 6 novembre 2016. A moins d'un mois de l'évènement le comité d'organisation se dit prêt. A travers cette interview accordée à la rédaction de Sciences Campus Info (SCI), Dramane TOU (DT) Directeur Général du SIAO revient sur les conditions de l'organisation de cette édition ainsi que les mesures prises pour favoriser son bon déroulement.

SCI : Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

DT : Je m'appelle Dramane TOU. Je suis le Directeur Général du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO).

SCI : Quelle est la place de l'artisanat dans la politique actuelle du gouvernement ?

DT : L'artisanat occupe une place de choix dans la politique du gouvernement. Ce secteur d'activité est pratiqué par 2 millions de personnes environ. C'est pourquoi nous voulons faire en sorte que l'artisanat soit un secteur créateur et pourvoyeur d'emploi. Selon les dernières statistiques, l'artisanat est le second secteur créateur d'emploi pour la population active au Burkina Faso après l'agriculture et l'élevage.

SCI : A moins d'un mois du SIAO quel est l'état des lieux de l'organisation ?

DT : En ce qui concerne les préparatifs nous pouvons dire que c'est très bien avancé. Si nous devons faire une estimation statistique nous pouvons affirmer que nous sommes à 90% de préparatif bien en place. Tous les acteurs concernés à savoir le public cible composé des artisans,

professionnels attendus, il y a 180 qui ont confirmé leur participation. Les activités de rénovation ont été exécutées. A moins d'une semaine tous les stands seront disponibles.

SCI : Actuellement l'avenue Tansoba est en réfection. Y a-t-il des mesures pour faciliter l'accès au SIAO pendant le salon ?

DT : Le ministre en charge des infrastructures et l'ensemble du



Dramane TOU, Directeur Général du SIAO

les acheteurs professionnels et le grand public ont été sensibilisés et mobilisés autour de ce salon. Actuellement tous les stands ventilés sont occupés. Les acheteurs professionnels viendront des 5 continents du monde. Déjà sur les 250 acheteurs et visiteurs

gouvernement ont jugé nécessaire d'entreprendre des activités de rénovation pour faciliter l'accès au site du SIAO. Pendant le salon, des dispositions seront prises pour empêcher la circulation des engins lourds sur cet avenue. Aussi toutes les installations anarchiques aux



REGION DU CENTRE

abords et aux alentours du SIAO seront dégagées. Les parkings qui encombrent le passage devant le SIAO seront déguerpis pour faciliter l'accès aux visiteurs et aux participants.

SCI : Le Ghana est le Pays invité d'honneur pourquoi ce choix ?

DT : D'abord le Ghana est un pays frère et ami. Notre pays entretient de bonnes relations avec le Ghana. Cela se constate au niveau diplomatique. Ensuite, il faut dire que le Ghana dispose des produits artisanaux de très bonne qualité. D'ailleurs, à plusieurs éditions du SIAO le Ghana a remporté les prix de son excellence le président du Faso. Enfin, les éditions passées on a remarqué une forte délégation du Ghana et les participants occupent beaucoup de stands. C'est l'ensemble de ces critères qui ont guidé le choix du Ghana comme pays invité d'honneur.

SCI : Le contexte sécuritaire sous régional est assez fragile. Quelles sont les dispositions prises pour une meilleure sécurisation des participants ?

DT : Il y a une batterie de mesures qui ont été prises dans le domaine de la sécurité. D'abord au niveau des plus hautes autorités, il y a une série d'activité de concert avec les pays voisins pour avoir une stratégie régionale de sécurisation. Au niveau du ministère en charge de la sécurité, des instructions ont été données afin d'éviter tout risque d'insécurité. Le ministre en charge du commerce et de l'industrie a estimé que des

mesures de sécurisation du site sont obligatoires. Pour ce faire, il y aura des vidéos de sécurité qui couvriront l'intérieure et l'extérieure du SIAO. Il y aura également des caméras de surveillance à l'entrée et à la sortie pour permettre aux spécialistes de détecter les mouvements à même de perturber le bon déroulement du salon. Sur la voie publique nous installeront aussi des caméras. A cela il convient d'ajouter les ballons aériens de surveillance. En plus de tous ces dispositifs nous comptons sur les mânes de nos ancêtres pour la sécurisation des lieux pendant le SIAO.

SCI : Dans le cadre de l'organisation de cette édition vous avez effectué des tournées aux Ghana et en France. Quelles étaient les objectifs de ces tournées ?

DT : Il est de tradition que celui qui invite parte vers celui qui est invité pour expliquer aux autorités et aux artisans que le salon se tiendra à la date indiquée. Donc l'objectif premier était d'informer et de remercier les autorités ghanéennes d'avoir acceptées être le pays invité d'honneur. L'autre objectif était de faire une conférence de presse avec les artisans et la presse ghanéenne pour faire comprendre ce que nous voulons faire et pourquoi le Ghana a été choisi comme pays invité d'honneur. En ce qui concerne la France, elle est le centre de la presse internationale francophone. En plus, elle est la capitale de la culture, de

l'artisanat. Nous sommes parti donner l'information à la presse internationale et aux institutions telles que l'OIF, l'UNESCO qui soutiennent le SIAO. Le dernier objectif était d'inviter les acheteurs professionnels à participer au SIAO. Les objectifs de ces tournées ont été atteints.

SCI : « Artisanat africain : entrepreneuriat féminin et sécurité sociale » qu'est-ce qui a motivé le choix de ce thème ?

DT : Nous avons constaté qu'en Afrique de façon générale et particulièrement au Burkina Faso, la majorité des acteurs est constitué de femme. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire d'ouvrir une fenêtre et voir quel est la place de la femme dans le secteur de l'artisanat. A travers une réflexion on pourra aider les femmes à moderniser ce secteur afin de bénéficier des formations et des financements. L'autre aspect c'est qu'il y a des artisans qui ont remporté des trophées mais lorsqu'ils sont frappés par l'âge, ne pouvant plus travailler, ils mènent une vie de misère. Ainsi nous avons pensé à une sécurité sociale pour permettre à ces acteurs de vivre de leurs arts même quand ils seront frappés par l'âge. Après une réflexion autour du thème, ces derniers pourront bénéficier d'une pension.

SCI : Pouvez- vous nous parler des différents prix décernés aux artisans ?

DT : Le premier prix et le plus important est le prix du président



REGION DU CENTRE

du Faso. Ce prix est dédié au stand pays le plus fourni en produit artisanal de qualité, le plus entretenu et où l'accueil des visiteurs et des acheteurs est mieux organisé. Il y a également le prix du pavillon de créativité, le prix du parrain et les prix des partenaires et des sponsors.

SCI : Quelles sont les innovations majeures apportées pour cette édition ?

Il y a cinq grandes innovations majeures à cette 14ème édition. Nous avons les points d'information dans chaque stand. Il y aura des agents bilingues qui donneront toutes les informations sur le salon. L'autre innovation est le pôle des régions. Il y aura des stands dédiés à chaque région du Burkina Faso. Les régions choisiront deux meilleurs artisans qui viendront exposés leurs produits. A la fin, les trois meilleurs stands seront récompensés. La troisième innovation est le système de paiement des tickets via airtel money. Nous avons également une plate-forme sur le site du SIAO qui permet les inscriptions en ligne. La dernière innovation est le paiement des stands en ligne grâce au partenariat avec Ecobank.

SCI : Quel est la place du SIAO parmi les autres salons en Afrique et même dans le monde ?

DT : Le SIAO est le leader dans le monde en matière de promotion des produits artisanaux africain. Il n'y a pas un salon au monde

qui fait mieux la promotion des produits artisanaux africains que le SIAO. Il y a des concurrents certes, mais ils n'ont pas atteint le niveau du SIAO.

SCI : A combien s'élève le budget de l'organisation de la 14ème édition du salon ?

Le budget prévisionnel pour l'organisation de cette 14ème édition du SIAO s'élève à 600 millions de FCFA. Nous avons recouvré une grande partie. D'ici le début et pendant le salon nous espérons atteindre les 600 millions.

SCI : Quel peut être la rentabilité de ce salon ?

DT : La rentabilité de ce salon est évidente à plusieurs points de vue. D'abord au niveau diplomatique, c'est l'image du Burkina Faso qui est véhiculé à travers le monde. Au plan social et culturel, le SIAO crée un brassage entre les peuples. Les tenues traditionnelles du Burkina pourront intéressés les visiteurs. Sur le plan économique, les hôtels, les restaurants, les parkers et les vendeurs des produits divers vont faire beaucoup de profits. Les recettes sur les entrées, la vente des badges et des stands permettent de dégager un bénéfice net assez intéressant.

SCI : Quel est la part de l'artisanat dans l'économie nationale ?

DT : Dans la construction du Produit Intérieur Brut (PIB), le secteur de l'artisanat contribue à

près de 30%. Selon les dernières statistiques, l'artisanat est le second secteur créateur d'emploi pour la population active au Burkina Faso après l'agriculture et l'élevage.

SCI : Quel appel avez-vous à l'endroit de tous ceux qui souhaitent prendre part à ce salon ?

DT : Le premier appel qui doit rester dans le subconscient et le conscient des participants est le respect des consignes des Forces de Défense et de Sécurité. Le second appel s'adresse à la population du Burkina en général et particulièrement celle de Ouagadougou et environnant. Nous les invitons à participer à ce salon afin de découvrir les produits de qualité et même les acheter au grand bonheur de l'artisanat africain. Nous invitons aussi les ministères qui n'ont pas encore donné un prix à le faire. Le dernier appel consiste à remercier toutes les autorités pour leur accompagnement dans le cadre de l'organisation de cette 14ème édition du SIAO.

**Interview réalisée par
M'pempé Bernard HIEN**



Centre national de la Recherche scientifique et technologique : Contribuer au développement socio-économique du Burkina Faso

Le Centre national de la Recherche scientifique et technologique (CNRST) a organisé les 29 et 30 septembre 2016 à Ouagadougou, ses journées portes ouvertes



sous le thème : « Contribution du CNRST au développement socio-économique du Burkina Faso ». Tenues sous la présidence du ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation, et le co-parrainage du Directeur général de la Loterie nationale burkinabè (LONAB) et Sa Majesté le Larlé Naaba Tigré, ces journées avaient pour objectif de mieux faire connaître le CNRST et ses résultats au grand public, aux décideurs et aux partenaires techniques et financiers. Elles ont également été un cadre d'échanges entre les chercheurs du CNRST et les utilisateurs des résultats de la recherche ; toute chose qui a,

sans doute, contribué à l'éveil de jeunes esprits scientifiques.

Pendant les deux jours qu'ont duré ces journées portes ouvertes, le public a eu droit à une série d'activités dont une exposition des résultats de recherche des instituts du CNRST, une animation scientifique par des Conférences-débats, des sessions de posters sur les activités et les résultats de recherche des instituts, des débats

radio-télévisés entre journalistes scientifiques et chercheurs, ainsi qu'un hommage aux chercheurs ayant reçu des prix internationaux en 2015 et une remise de toges aux chercheurs inscrits sur les différentes listes d'aptitudes du CAMES pour la session de 2015. L'organisation des journées portes ouvertes a donc offert l'opportunité de mieux faire connaître l'institution et sa contribution au développement du Burkina Faso.

Des statuts du CNRST

Le CNRST est un Etablissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT) en charge de la recherche scientifique et technologique.

Jouissant de la personnalité morale et de l'autonomie financière et placé sous la tutelle conjointe du ministre en charge de la Recherche scientifique et de l'innovation et du ministre en charge des finances, il assure la coordination et le contrôle de l'ensemble des activités de recherche et d'innovation des quatre (4) instituts spécialisés relevant de sa tutelle, à savoir : l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS), l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles (INERA), l'Institut de Recherche en Sciences de la Santé (IRSS), et l'institut de Recherche en Sciences Appliquées et Technologies (IRSAT).

Ces instituts comprennent au total 16 départements scientifiques de recherche, 18 laboratoires et 50 programmes de recherche.

A titre d'exemple, l'IRSAT possède un laboratoire de microbiologie, de physico-chimie et d'analyse sensorielle, deux ateliers pilotes et un technopôle. Le laboratoire de microbiologie est accrédité selon la norme ISO/CEI 17025 en 2005 et celui de physico-chimie est en voie d'accréditation.

Le technopôle est l'atelier de la fabrication des produits alimentaires. A l'actif de cet atelier, il y a la fabrication des biscuits,



REGION DU CENTRE

des gâteaux, du couscous, de la viande séchée, du « soumbala », du lait en poudre, du fromage, etc. L'IRSAT est une référence en matière de fabrication de lait en poudre dans l'espace UEMOA.

Des missions du CNRST

Le CNRST intervient dans tous les domaines clés du développement socio-économique du Burkina Faso. Ses statuts lui confèrent entre autres missions, la contribution à la mise en œuvre de la politique nationale en matière de recherche scientifique, technologique et de l'innovation, et à la mise en œuvre de la politique de valorisation des résultats de recherche et d'innovation.

Le CNRST participe également à la diffusion de l'information scientifique, technique et de l'innovation, à la mise en œuvre de la politique de formation scientifique, technique et de l'innovation des personnels de la recherche, et contribue à la formation dans les universités, les grandes écoles et les établissements professionnels.

Des performances du CNRST

A travers ses instituts, le CNRST génère de nombreux résultats et couvre des domaines d'expertise très variés. Ainsi, en plus des domaines transversales tels que l'environnement et les changements climatiques, chaque institut regorge de ressources

humaines et techniques justifiant des compétences particulières.

Par exemple, dans les domaines de la science des sociétés, de nombreuses études ont été menées par le CNRST et qui portent notamment sur la dynamique des populations et des sociétés, les langues nationales, les systèmes éducatifs, les aspects sociologiques et socio-économiques.

Dans le domaine de la recherche agricole et de l'environnement, il importe de mentionner la production de semences de variétés améliorées, les études sur les systèmes de production, l'aménagement et le suivi des écosystèmes, l'amélioration de la productivité et la compétitivité des filières agro-sylvo-pastorales, les biotechnologies, l'encadrement des producteurs, etc.

En ce qui concerne le domaine de la recherche en santé, on peut citer l'analyse situationnelle et l'étude des prévalences, l'évaluation des programmes de développement des services de santé, la surveillance épidémiologique et nutritionnelle, les expertises toxicologiques et chimiques des produits, la formulation et la fabrication de phytomédicaments, la production d'animaux de laboratoire, la production de verrerie de laboratoire, etc.

Quant au domaine de la recherche appliquée et des technologies, le

CNRST compte à son actif les études et les contrôles qualité des systèmes énergétiques, le génie des procédés et des équipements de production, le génie des procédés et équipements de transformation, la valorisation des substances naturelles, l'appui aux secteurs productifs (industries, PME/PMI).

Cependant si les structures et travaux du CNRST sont plus ou moins connus par ses partenaires directs, le constat est que l'essentiel des résultats acquis, les domaines d'expertise et les chercheurs, très souvent retirés dans les laboratoires et stations de recherches parfois déconcentrés et peu accessibles, sont fort méconnus du grand public, des décideurs et des partenaires techniques et financiers. D'où l'opportunité des journées portes ouvertes des 29 et 30 septembre 2016 qui ont sans doute permis aux chercheurs de souffler un tant soit peu, mais aussi de rencontrer les nombreux usagers de leurs produits.

**Ministère de l'Enseignement
supérieur, de la recherche
scientifique et de l'innovation**



Journée mondiale des enseignants

Valorisons les enseignant(e)s, améliorons leur statut professionnel

Cette année, la Journée mondiale des enseignants marque le 50e anniversaire de l'adoption de la Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant. C'est aussi la première Journée mondiale des enseignants célébrée dans le cadre du nouvel agenda mondial Éducation 2030 adopté par la communauté internationale il y a un an.

spécifique sur l'éducation, l'ODD 4, vise à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

Non seulement les enseignants sont un pilier du droit à l'éducation, mais ils jouent aussi un rôle essentiel pour réaliser les cibles fixées dans l'ODD 4.

La feuille de route du nouvel

sein de systèmes gérés de manière efficace et efficiente, et dotés de ressources suffisantes ».

Toutefois, pour atteindre cet objectif, il faut non seulement accroître de manière substantielle le nombre d'enseignants qualifiés, mais aussi les motiver en valorisant leur travail. D'ici à 2030, 3,2 millions d'enseignants supplémentaires seront nécessaires pour réaliser l'enseignement primaire universel, et 5,1 millions de plus pour atteindre l'enseignement secondaire du premier cycle universel.

L'UNESCO, avec les institutions coorganisatrices de la Journée mondiale des enseignants (OIT, UNICEF, PNUD et IE) et l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants, dédie cette journée à la célébration d'un engagement intergouvernemental unique, seul instrument normatif international concernant les enseignants, et réaffirme sa volonté de valoriser la profession.



Le thème de cette année, « Valoriser les enseignants, améliorer leur statut », englobe les principes fondamentaux de la Recommandation adoptée il y a 50 ans tout en mettant en lumière la nécessité de soutenir les enseignants comme le prévoient les Objectifs de développement durable (ODD). Un objectif

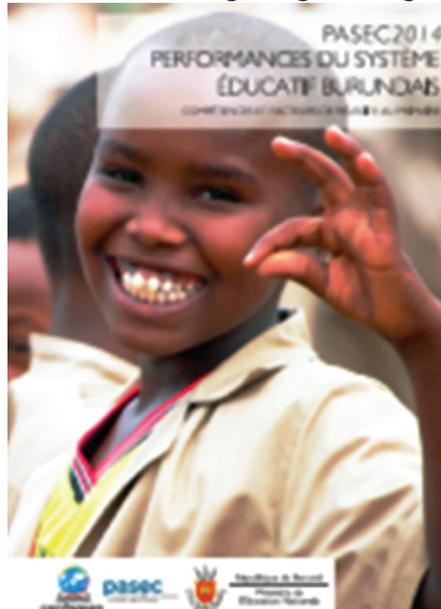
agenda, le Cadre d'action Éducation 2030, souligne le fait que les enseignants sont indispensables à une éducation équitable et de qualité et que, à ce titre, ils doivent être « recrutés et rémunérés de manière adéquate, être motivés, jouir d'une formation professionnelle satisfaisante, et être soutenus au



Évaluations PASEC2014 : le système éducatif du Burundi fait partie des plus performants de l'Afrique subsaharienne francophone

Le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN (PASEC) a procédé, le 19 septembre 2016, à Bujumbura (Burundi), à la restitution du rapport national de l'évaluation PASEC2014. Présidé par la Ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Mme Janvière Ndirahisha, l'atelier de restitution a vu la participation d'une soixantaine de responsables et cadres du ministère.

Le rapport national publié sous le titre « Performance du système éducatif burundais : compétences et facteurs de réussite au primaire » dégage les forces et les faiblesses du système éducatif en début et fin de scolarité primaire en comparaison aux autres pays qui ont participé à l'évaluation groupée PASEC2014 (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Niger, Sénégal,



Togo, Tchad).

La présentation du rapport a été faite en deux parties : la première partie a permis aux participants de prendre connaissance de la méthodologie, des objectifs et du contexte de l'évaluation du PASEC2014 et la deuxième a permis de s'approprier les

résultats internationaux et nationaux de l'enquête.

Au Burundi, ce sont plus de 180 écoles et plus de 4 000 élèves qui ont été enquêtés. Il ressort de cette enquête que la majorité des élèves disposent des compétences attendues dans le cycle primaire. En effet, l'étude du système éducatif burundais révèle que 79,1% des élèves sont au-dessus du seuil « suffisant » en langue et 96,6% en mathématiques en début de cycle. En fin de cycle, ils sont 56,5% et 86,7% des élèves qui sont au-dessus du seuil « suffisant » respectivement en lecture et en mathématiques. En rappel, le seuil « suffisant » de compétences permet de déterminer la part des élèves qui ont une plus grande probabilité de maîtriser ou non les connaissances et compétences jugées indispensables pour poursuivre leur scolarité dans de bonnes conditions.

L'évaluation PASEC2014 permet de constater que le système éducatif burundais se place parmi les plus efficaces dans la mesure où une grande part des élèves maîtrisent les connaissances et compétences considérées comme suffisantes pour poursuivre une scolarité dans de bonnes conditions. Le système présente une relative équité entre les régions éducatives et les groupes d'élèves comparativement aux autres pays de PASEC2014.

Au terme de l'étude, quatre pistes de réflexion et d'actions ont été formulées : permettre à chaque élève de maîtriser les compétences-clés dans les disciplines fondamentales (lecture et mathématiques) ; repenser la politique de redoublement/ promotion automatique en assurant aux élèves en difficultés un suivi opérationnel et personnaliser qui leur permet de rattraper leur retard scolaire ; accentuer les actions en vue de renforcer la parité éducative entre les régions et entre les groupes

d'élèves ; promouvoir l'utilisation des données sur les apprentissages dans le suivi des politiques éducatives pour assurer un meilleur pilotage du système éducatif.

La ministre a salué la qualité du rapport et les pistes de réflexion proposées. Elle a exprimé sa satisfaction face aux résultats encourageants enregistrés par le Burundi. Selon la ministre, l'apprentissage en langue maternelle semble être le facteur le plus déterminant de la performance du système éducatif burundais.

Le faible niveau des disparités a été particulièrement salué par les participants qui n'ont pas manqué de défendre les valeurs de la « méritocratie » et de l'égalité dans l'enseignement fondamental.

Les responsables du ministère de l'Éducation nationale ont suggéré de poursuivre la réflexion afin de palier le fléchissement de la performance en fin de scolarité comparativement à celle observée en début de scolarité.

Les participants ont également demandé la mise en œuvre d'une évaluation à la fin de l'enseignement fondamental (fin de collège). Ils ont par ailleurs marqué leur volonté de voir le Burundi participer à l'évaluation PASEC2019 qui devrait permettre d'apprécier la capacité du pays à mener la réforme et à consolider les performances.

La délégation de la CONFEMEN, composée de deux conseillers techniques du PASEC, a exprimé les remerciements du Secrétaire général aux autorités burundaises et en particulier à la ministre de l'Éducation nationale ainsi qu'à ses collaborateurs pour leur disponibilité et leur engagement tout au long de la mise en œuvre de cette première évaluation internationale du PASEC.

**Télécharger le rapport et la
plaquette Burundi
Source CONFEMEN**



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

POSTE : Appui à l'action de sensibilisation du samedi 8 octobre

Accueil » Appui à l'action de sensibilisation du samedi 8 octobre

Description

Venez fêter les 35 ans de l'abolition française avec ECPM ! Pour célébrer les 35 ans de l'abolition de la peine de mort en France, ECPM organise une grande action de sensibilisation du public parisien, en partenariat avec les membres français de la Coalition mondiale contre la peine de mort.

Nous avons besoin de bénévoles pour nous aider à animer notre stand !

Grâce à nos publications mises à disposition du public, nous les informerons sur la situation internationale de la peine de mort aujourd'hui et sur les actions menées par l'association en France comme à l'étranger pour réclamer et aboutir à l'abolition universelle.

Quand ? Samedi 8 octobre, de 14h30 à 19h

Où ? Halles des Blancs Manteaux, 48 rue Vieille du Temple, 75004

Paris (métro Saint Paul)
Quoi ? Stands associatifs, débat sur la question de l'application de la peine de mort pour terrorisme, témoignages d'une victime du terrorisme et d'une ancienne condamnée à mort libérée, extraits de la pièce de théâtre « Le dernier jour d'une condamnée », animations musicales et ludiques,...

Pour en savoir plus, retrouvez le programme de l'événement au lien suivant : <http://www.abolition.fr/wp-content/uploads/Action-Paris-samedi-8-octobre.pdf>

Comment aider ?

appui logistique pour l'installation et le démontage du stand
accueil et information du public
participation aux animations ludiques proposées sur le stand
distribution des publications et outils d'ECPM au public
diffusion des flyers de communication de l'association à l'approche du stand

Ville Paris 4e

Qualité du candidat

Intérêt pour les problématiques liées aux droits de l'homme et à l'abolition de la peine de mort

Motivation, dynamisme et

enthousiasme

Qualités relationnelles

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet

Activités Animation, Formation, Education, Droit
Pays Europe, France

Contrat Bénévolat

Durée du contrat

Mission de bénévolat d'une demi-journée, avec possibilité de rejoindre ensuite l'équipe bénévole permanente de l'association.

Plus d'informations dans la rubrique « Documents à télécharger » ci-dessous.

Salaire / Indemnité

Bénévolat.

Documents à envoyer

Merci d'envoyer vos coordonnées et disponibilités à cmartin@abolition.fr

Date de fin de validité

07/10/2016



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

POSTE : Coordinateur technique Psychosocial, Sanaa - Yémen
Accueil » Psychosocial Technical Coordinator, Sanaa – Yemen

Description

PRESENTATION ONG

Révoltée par l'injustice subie par les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et de l'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide et de développement indépendant et impartial travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur l'association: <http://www.handicap-international.fr/>

Présent dans plus de 55 pays, Handicap International est composé de 2 directions

opérationnelles:

La Direction de l'action humanitaire

La Direction de l'action de développement

CONTEXTE DE LA MISSION

Le Yémen a été longtemps le pays le plus pauvre du monde arabe. Après le printemps arabe les crises humanitaires ont intensifié comme une crise humanitaire majeure du moment depuis 2012 avec près de la moitié de la population étant en situation d'insécurité alimentaire. Cela a créé une inquiétude croissante parmi la population et de mécontentement avec le gouvernement.

Au cours de l'été 2014, le groupe minoritaire chiite appelé Houthis a en quelque sorte pris le contrôle de plusieurs villes importantes, dont la capitale Sanaa. Pendant ce temps, le mouvement séparatiste du Sud ont augmenté leur appel à un Sud indépendant tout en Al Qaida et des groupes liés (principalement basés dans les régions du Sud-Est du pays) se battent Houthis et d'autres groupes, y compris le gouvernement internationalement reconnu.

En Janvier 2015, les Houthis ont

fait renverser le président Hadi et son gouvernement. Depuis la fin de Mars de la même année, une coalition internationale de pays menés par l'Arabie Saoudite alliée avec le Président exilé temporairement en Arabie Saoudite, a lancé une campagne militaire contre les avances des Houthis dans le pays. Jusqu'à présent, la guerre n'a pas vu une domination importante ou victoire par un côté ou de l'autre. Cette impasse, les combats, les puissances régionales luttent et les actions du groupe extrémiste et leurs adversaires nationaux et internationaux contribuent tous à l'effondrement de la situation humanitaire et économique.

La cessation des hostilités déclarées en Avril 2016 a été suivi par les pourparlers entre les principales parties belligérantes au Koweït. Ces négociations de paix sont toujours en cours si le conflit re-dégénéré à un niveau similaire à la période antérieure de la trêve. Sana'a n'a pas connu des frappes aériennes depuis le début de Mars ici 2016.

OBJECTIFS DU PROJET

L'intervention de HI au Yémen consiste à l'appui des structures de santé (hôpitaux, services de



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

réadaptation) à Sanaa avec le déploiement d'équipes mise en place:

Les activités de réhabilitation: la fourniture de dispositifs d'assistance et des formations spécifiques au personnel de santé activités PSS pour soutenir les personnes blessées

L'intégration de l'inclusion et de la vulnérabilité au sein des instances de coordination et de fournir un appui technique aux autres acteurs humanitaires

En outre, le développement de l'action antimines par l'éducation des risques, sensibilisation et peut-être grâce à la formation de dégagement est activement recherché. Finalement, la mise en place de mécanismes de défense des droits compte tenu du pays et de l'environnement régional est un autre objectif majeur de la mission.

RESPONSABILITÉS PRINCIPALES DU EXPATRIÉ

1 / Support technique

-Soutenir Et de coordonner la prestation de la formation aux travailleurs sociaux grâce à la fourniture directe de formelle et sur les formations d'emploi
-Fournir un soutien technique continu à la réhabilitation et le

personnel des travailleurs sociaux dans son domaine d'expertise

-Fournir un soutien technique au département logistique dans votre domaine d'expertise, en assurant la validation technique des dispositifs connexes psychosociaux; articles et équipements, au besoin

2 / Représentation et coordination externe

-Représentation de HI auprès des autorités locales en matière de domaine technique de la responsabilité

-Participation à toutes sortes de réunions de coordination au niveau local (réunions publiques, des clusters, un groupe de travail)
-Reporting toute information pertinente relative aux questions psychosociales aux parties prenantes concernées

3 stratégie / du programme (en lien étroit avec les gestionnaires de projet et coordonnateur des opérations)

-Analysing ressources psychosociales et de protection liés existantes (installations, RH, niveau d'éducation, équipement, ...) et des besoins afin de définir la stratégie en collaboration avec le coordonnateur des opérations, avec les entrées des PMs
-Assurer la pertinence technique

et la qualité de l'intervention HI liée à votre domaine d'expertise

-Assurer délimitation de l'intervention psychosociale d'urgence et les questions liées à la protection

4 / Reporting

-Rédaction situation technique et otherreports fournissant des données pertinentes, l'analyse et les recommandations relatives à vos activités (statistiques, examiner les objectifs mensuels, etc.) selon les besoins

-soutenir par écrit les rapports des donateurs (intermédiaire, final, ad hoc, au besoin)

5 / ligne / équipe de gestion

-ligne la gestion de votre domaine homologue-le Conseiller technique PSS Champ (assurer les objectifs fixés, la gestion du rendement, le renforcement des capacités, etc.)

-contribuer à la gestion efficace des membres de l'équipe opérationnelle PSS à partir d'un point de vue technique, en collaboration avec leur gestion directe de la ligne (PMs et Ops)

-contribuer à la surveillance, la gestion et l'exécution des projets des donateurs (et les activités HI internes), à partir d'un point de



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

vue technique

SPECIFICITES

Basé à Sanaa et à Amman.

- SANAA: haut niveau d'insécurité avec couvre-feu et un déplacement limité, aucune activité de divertissement, maison d'hôtes / bureau partagé.
- AMMAN: la vie occidentale et moderne, des centres commerciaux, restaurant, bars, etc. Possibilité de se déplacer dans le county pendant le WE (Petra, Wady Rum, etc.). Pas de couvre-feu, possibilité de se déplacer dans le taxi d'un endroit à un autre. Partagée maison d'hôtes avec 1 ou 2 autres expatriés; bureau séparés mais par les pieds.

Ville Sanaa (Yémen) et Amman (Jordanie)

Expériences / Formation du candidat

COMPÉTENCE

Diplôme de Licence en Psychologie, psychosociale ou travailleuse sociale

DE L'EXPÉRIENCE

Au moins 5 ans d'expérience dans le domaine psychosocial expérience et / ou de compréhension démontrable du secteur de la protection est

nécessaire

Expérience de la formation et la supervision technique dans le domaine du soutien psychosocial et de la protection avec les ONG, de préférence dans un contexte d'urgence

Une expérience dans la réhabilitation des patients est un plus

Une expérience préalable dans le domaine de la vulnérabilité / handicap dans une situation d'urgence avec les OING est un atout

L'expérience dans la région serait un atout

Langues parlées

Anglais obligatoire (oral et écrit)

L'arabe serait un atout

Qualité du candidat

Forte compétences en communication et rapports

Solides compétences organisationnelles

compétences interpersonnelles et interculturelles solides

Capacité à travailler sous haute pression

Fonctions Autre, Technicien spécialiste

Activités Autre, Santé, Social

Pays Moyen Orient, Jordanie,

Yémen

Contrat CDD

Durée du contrat

Début: ASAP

Durée: 3,5 mois (renouvelable)

Salaire / Indemnité

Statut: contrat salarié selon expérience (à partir de 2550 euros brut + perdiem + indemnité de difficulté)

Les conditions de vie: maison d'hôtes partagé avec d'autres expatriés (pas de frais)

Les conditions de sécurité: niveau élevé d'insécurité au Yémen.

Faible niveau d'insécurité en Jordanie

L'assurance sociale: 100% couvert

Postuler en ligne

https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.php?id=1604&idpartenaire=130

Date de fin de validité

07/10/2016



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

**POSTE : CHARGE(E) DE LA
GESTION DE POOL ET DE
PARCOURS (H/F)**

**Accueil » CHARGE(E) DE LA
GESTION DE POOL ET DE
PARCOURS (H/F)**

Description

Médecins Sans Frontières, association médicale humanitaire internationale créée en 1971, apporte une assistance médicale à des populations aux prises avec des crises menaçant leur survie, principalement en cas de conflits armés, mais aussi d'épidémies, de catastrophes naturelles ou encore d'exclusion des soins. La section française de MSF est présente dans une trentaine de pays.

Dans le cadre d'un surcroît d'activité, nous recherchons un/une :

**CHARGE(E) DE LA GESTION
DE POOL ET DE PARCOURS
(H/F)**

Ville Paris

Expériences / Formation du candidat

Mission :

Sous la supervision du Responsable de la Gestion de Pool et de Parcours, vous avez pour mission de :

déployer les moyens et proposer les actions RH nécessaires pour développer un pool et faire émerger et évoluer des cadres, en lien avec l'évolution des besoins opérationnels (quantité et profils). construire et consolider le parcours des membres du pool dont vous êtes en charge afin de répondre aux besoins en

ressources humaines des missions OCP (Centre Opérationnel de Paris).

Vous êtes responsable de la mise en œuvre des processus de développement de compétences et de fidélisation.

Principales responsabilités :

Gestion de la mobilité des expatriés:

Vous participez à l'élaboration du profil recherché avec le Responsable Ressources Humaines de la cellule (RHHC) afin d'identifier et proposer les profils adaptés.

Vous avez une connaissance précise des membres du pool : vous réalisez les entretiens de parcours des expatriés.

Vous êtes responsable de l'application des procédures de placement.

Contribution à l'analyse des besoins actuels et futurs du terrain :

Vous avez une bonne connaissance des besoins opérationnels : vous êtes en contact avec les cellules pour connaître leurs besoins prévisionnels, vous anticipez les évolutions de profils recherchés et vous détectez les emplois en tension pour lesquels il y aura pénurie de compétences.

Développement des compétences professionnelles du pool :

Vous développez le pool en fonction des besoins de MSF : vous proposez des plans d'actions pour disposer en permanence

d'un vivier adapté aux besoins des missions.

Vous conseillez, guidez et accompagnez les membres du pool dans les formations offertes par MSF en accord avec le parcours potentiel et proposé.

Vous participez avec les Référents Techniques à l'adaptation des formations aux besoins des terrains.

Vous coordonnez l'identification, la priorisation et l'inscription des candidats aux formations et participer aux formations destinées aux membres du pool.

Suivi et analyse de votre activité : Vous mettez en place les outils de suivi et de reporting pour votre activité.

Vous faites le suivi administratif lié à la gestion des parcours, que ce soit dans l'analyse des expériences antérieures ou des conditions de rémunération lors d'une mission.

Contribution au développement de la transversalité :

Vous partagez les informations et les connaissances, vous développez la capacité à travailler avec les autres services ou départements dans le cadre de la gestion aux projets/travaux transverses/ inter-département.

Maintien d'une veille :

Dans le cadre du partage des bonnes pratiques, vous développez le travail avec vos homologues des autres sections



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

de MSF.

Profil recherché :

Vous avez au minimum deux ans d'expériences terrain MSF et de préférence une expérience à un poste de coordination.

Votre expérience sur un poste similaire au sein d'un siège ONG est un plus.

Vous êtes autonome, organisé et rigoureux.

Vous avez des qualités d'analyse et de synthèse et une capacité à prioriser.

Vous maîtrisez des techniques d'entretien.

Votre bonne connaissance de l'organisation et du fonctionnement de MSF est un atout.

Vous avez une bonne maîtrise

des outils informatiques.

Langues parlées

Vous parlez Français et Anglais couramment.

Qualité du candidat

Vous avez un bon relationnel et vous savez travailler en équipe.

Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Ressources Humaines, Santé

Pays Europe, France

Contrat CDD

Durée du contrat

Statut : CDD de 12 mois- Cadre – Temps plein. Poste basé à Paris.

Poste à pourvoir : dès que possible

Salaire / Indemnité

40,2 K€ brut annuel sur 13 mois. 22 jours RTT par an.

Complémentaire santé prise en charge à 100% par Médecins Sans Frontières. Titres restaurants d'une valeur faciale de 8,80€ (prise en charge à 60% par Médecins Sans Frontières). Prise en charge à 50% de l'abonnement transport en commun.

Documents à envoyer

Merci de déposer votre candidature (lettre de motivation et CV) en ligne

Postuler en ligne <http://www.msf.fr/recrutement/salariat>

Date de fin de validité
23/10/2016

CampusJOB Avis de recrutement

POSTE : Myanmar - coordinateur de terrain - Bhamo

Accueil » Myanmar – Field Coordinator – Bhamo

Description

Posté le: 30/09/2016 Date de démarrage souhaitée: 11/05/2016

Durée de la mission: 12 mois

Lieu: État de Kachin. Basé à Bhamo Town, voyages fréquents à Lwegel (GCA) - Laïza (NGCA

**) Yangon et Myitkyina (GCA)

A propos de la mission:

SI a été au Myanmar depuis 2008, d'abord dans le delta en réponse au cyclone Nargis. En 2011, SI étendu à trois nouvelles régions (Zone Dry, Rakhine, et Chin State) mettant l'accent sur les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, Shelter et WASH. En 2012, SI a commencé réponse d'urgence aux personnes les déplacements dus à la violence Kachin et plus tard dans Rakhine (entre les forces armées

dans l'État de Kachin et entre communautés Rakhine).

En 2016, SI a une base dans Bahmo (État de Kachin) et Sittwe qui est responsable de la gestion des programmes à Sittwe T / S depuis Octobre 2012, à Pauktaw T / S depuis Février 2013 et Rathedaung T / S depuis Octobre 2013.

Organisation de la mission

SI dispose actuellement d'une base de coordination à Yangon et 2 bases opérationnelles avec l'un dans l'Etat Rakhine, et un État de Kachin. Dans Sittwe



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

(Rakhine), il y a un coordinateur de terrain (FCO), un responsable logistique, responsable de l'administration (objectif de ce RIS), 2 WASH PMs (un pour Sittwe, un pour Rathedaung) et un PM FLS (pour Pauktaw, plus 3 expatriés gestionnaires activité: 1 à Pauktaw, en charge de la mise en œuvre des activités dans Pauktaw jusqu'à 16 Novembre. 2 à Sittwe, en charge de la promotion de l'hygiène et de M & E, 1 en charge des activités de FLS.

Il y a de fortes préoccupations en ce qui concerne le respect des principes humanitaires d'accès humanitaire dans l'État Kachin qui est sous le gouvernement et les rebelles de contrôle / KIO, avec la ville de Bhamo (où le bureau est situé SI) contrôlées par le gouvernement central. Les activités sont directement mises en œuvre par SI dans les zones contrôlées par le gouvernement (GCA), tandis que dans les zones non contrôlées par le gouvernement (NGCA) le travail est entrepris par le partenaire local (KBC).

Les conditions de vie dans Bhamo sont confortables, avec hébergement dans une maison d'hôtes située près du bureau. Expatriés peuvent se déplacer indépendamment en utilisant des vélos. connexions téléphoniques et internet nettement améliorées dans le passé 6 mois, connexion téléphonique est bonne et une connexion Internet 3G pensée est acceptable pour la

communication (skype, Viber, WhatsApp). En Bhamo, SI est presque le seul OING avec expatrié présent (avec la RDC) donc il y a très peu expatriés (SI et 1 de la RDC et 1 du HCR). En Lwegel et Laïza, le FC restera dans Hôtel (s) avec AC, l'électricité à temps plein et une connexion Internet (Internet et connexion téléphonique par le réseau de la Chine).

A propos de l'emploi
Le coordonnateur de terrain a le rôle de délégué chef de mission pour une région d'un pays dans lequel Solidarités International intervient.

Il / elle propose une stratégie régionale en fonction du contexte géopolitique et humanitaire, et assure sa mise en œuvre une fois validée.

Il / elle vérifie et assure que les projets soient réalisés conformément à la charte Solidarités International, en respectant toutes les procédures internes et contractuelles

Il / elle mobilise les ressources matérielles et financières nécessaires pour les programmes se déroulent bien, et supervise la gestion des ressources.

Il / elle coordonne les équipes en place et est responsable de leur sécurité dans son / sa zone affectée.

Il / elle est le chef de contact et représentant direct de la mission. Contexte spécifique du poste:

Le coordonnateur de terrain supervisera Administration / RH, Log et Programmes

Equipes. Programmes équipes se composent d'une équipe WASH (Watsan, promotion de l'hygiène, surveillance), une sécurité alimentaire et moyens d'existence et l'équipe comprennent les agents de surveillance

Les programmes mis en œuvre par SI dans l'Etat Kachin couvrent 13 camps (environ 18 000 personnes déplacées) par WaSH (construction et l'entretien des installations d'eau et d'assainissement, promotion de l'hygiène) et la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance (le jardinage, les activités génératrices de revenus) support;

SI met également en œuvre le programme d'urgence (RRM) en consortium avec Save the Children Kachin (SI) et du Nord Shan (Save the Children). Ce projet se compose de lavage / Shelter / NFI soutien d'urgence aux nouveaux déplacer d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle.

En Feb.15, SI a étendu ses domaines d'intervention pour les écoles et les installations d'embarquement. Depuis Août ici à 2015 SI met en œuvre des activités de FLS dans les villages. Depuis Juin 2016 SI a commencé ses activités de lavage dans les villages (pilotes)

En 2016, SI poursuit la mise en œuvre des activités WASH dans les camps et le renforcement des capacités locales. SI commence à soutenir les peuples qui



Jobs Campus

Campus JOB Avis de recrutement

retournent dans leurs villages (projet pilote, que peu de gens commencent à revenir).

En 2017 concernant l'exercice stratégique SI continuera à soutenir WASH dans le camp, nouvellement déplacement programme d'urgence de l'auge et les gens qui retournent dans leur village. De nouvelles approches de fonctionnement sont élaborées à la suite projet pilote et une plus grande collaboration avec les acteurs locaux attendent.

Au niveau des ressources humaines, la base actuelle compte environ 35 membres du personnel, dont 2 membres du personnel international 1 FC et 1 gestionnaire d'administration et 1 WaSH PM (1 Wash PM Position des expatriés étant nationaliser en Septembre 2016).

Votre profil

Education: diplôme BA minimum + sécurité pertinentes ou formations humanitaires.

Expérience: L'expérience de 3 ans minimum gérer l'équipe, notamment dans le contrôle à distance. 1 an d'expérience minimum en tant que coordonnateur de terrain. Expérience de travail dans des environnements précaires (post-conflit, conflit) dans le traitement des différentes parties prenantes, en travaillant dans les camps de déplacés / réfugiés est hautement souhaitable. Expérience de travail avec des partenaires locaux et dans le développement de projets de contexte d'urgence poste serait

un atout.

Compétences et connaissances techniques: l'expérience de camp, expérience humanitaire, rédaction de propositions, gestion d'équipe, gestion des ressources, des compétences de représentation, gestion de la sécurité.

Langues: Bonne maîtrise l'anglais (parlé et écrit) indispensable; Burmese ou Kachin serait un plus. Autres qualités souhaitables: Une expérience au Myanmar ou dans un autre pays d'Asie du Sud-Est serait un plus.

Processus de demande :

Est-ce que cette description vous convient? S'il vous plaît envoyez-nous votre CV et lettre de motivation en anglais. seules les demandes CV ne seront pas considérées.

NB: La vacance peut fermer avant la date limite. Merci de votre compréhension

Nous vous offrons:

poste Salarié: Selon l'expérience de 2000 euros brut par mois, plus 10% l'allocation de congé annuel payé par mois, et un mensuel Per Diem de 500 USD.

La couverture sociale et médicale: Expatriés bénéficient d'un forfait d'assurance qui rembourse toutes les dépenses de soins de santé (y compris les frais médicaux et chirurgicaux, les soins dentaires et les frais ophtalmologiques, rapatriement) et un système de protection sociale, y compris les risques de guerre. vaccination essentielle et de traitement antipaludique coûts sont

remboursés.

Vacances: Au cours de la mission, un système d'alternance entre le travail et temps libre est mis en œuvre à raison d'une pause tous les trois mois. Pour une affectation d'un an, l'expatrié aura une pause de 7 jours au cours de la 3ème et le 9ème mois (avec 500 euros alloués par Solidarités). Il ou elle aura également le droit de retourner à son pays d'origine pour une période de 14 jours après six mois passés sur la mission (Solidarités couvrira les frais de déplacement).

Au cours de la mission, l'expatrié est en droit de R & R tous les trois mois: une semaine à trois mois et neuf mois (avec une allocation de 500 euros) et deux semaines à six mois (avec un billet d'avion à la maison couvert par Solidarités).

CONTACT: Anna FRANGI, Recruitment & Officer Suivre Up Fonctions A u t r e , Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien spécialiste

Activités A g r i c u l t u r e , Environnement, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines Pays Asie, Myanmar Contrat CDD

Postuler en ligne https://emea3.recruitmentplatform.com/syndicated/private/syd_apply



Jobs Campus

Avis de recrutement

POSTE : Chargé (e) de Communication – CDI Accueil » Chargé (e) de Communication – CDI

Description

L'AMREF Flying Doctors est une ONG africaine de santé publique qui a été créée en 1957. Avec 12 millions de personnes aidées chaque année, l'AMREF Flying Doctors est aujourd'hui la première ONG de santé publique en Afrique. L'organisation mène plus de 150 programmes dans une trentaine de pays africains, jusque dans les zones les plus isolées, avec une priorité pour la santé des femmes et des enfants. Pour favoriser des changements durables en santé publique, l'AMREF travaille en étroite collaboration avec les gouvernements, les prestataires de soin et les communautés, et axe ses programmes sur la formation du personnel de santé, le renforcement des systèmes de santé, et l'utilisation

des nouvelles technologies dans la santé. Basée au Kenya, l'AMREF compte aujourd'hui une vingtaine de bureaux en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord.

L'AMREF France existe depuis 1978, emploie en permanence 8 salariés en 2016, et est située à Boulogne Billancourt. Elle a pour principale mission d'apporter un appui technique aux équipes terrain pour la mise en œuvre et le développement des programmes ; de mobiliser des ressources et des partenaires pour le développement des partenariats stratégiques ; et de mener des campagnes d'information et de plaidoyer sur les enjeux de santé en Afrique.

IDENTIFICATION

Sous la Responsabilité directe du : Responsable Communication et Fundraising.
Travaille en équipe avec les

salarié(e)s et stagiaires de l'AMREF France.

Collabore avec les équipes de l'AMREF Health Africa à travers le monde.

Département : Pôle Communication et Fundraising.

Poste basé à Boulogne Billancourt (92), avec mobilité à l'international occasionnelle.

Au sein du siège de l'AMREF à Boulogne et en lien avec les équipes communication et programmes de l'ONG, vous contribuez à atteindre les objectifs de l'association.

RESPONSABILITÉS ET MISSIONS DU POSTE

Le/la Chargé(e) de Communication assure, sous la responsabilité du Responsable de la Communication et du Fundraising, l'animation éditoriale de l'AMREF France (rédaction, développement des supports de communication, animation



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

web et réseaux sociaux), les Relations presse (RP), ainsi que la mobilisation du réseau d'ambassadrices et de bénévoles en France.

Il/elle contribue activement à la conceptualisation et la mise en œuvre des Campagnes de l'association.

Sous la responsabilité du Responsable Communication et Fundraising, Il/Elle assure les fonctions suivantes :

ANIMATION

EDITORIALE

Anime le comité éditorial avec les équipes communication, programmes et le Délégué général ;

Fait remonter l'information du terrain et assure la coordination avec les équipes de communication en Afrique ;

Contribue à définir l'identité et le positionnement de l'association en France en lien avec la stratégie internationale et les décline sur l'ensemble des supports de communication ;

Assure la coordination de la rédaction du rapport annuel ;

Assure la rédaction et la

production des supports de communication liés aux événements et aux campagnes ;

Participe activement au benchmark, et à la veille institutionnelle et situationnelle (sanitaire, politique, économique et sécuritaire) des pays où sont implantés les programmes et ceux pressentis pour l'extension des programmes ainsi que de la France ;

Met en œuvre la stratégie digitale de l'association en animant les réseaux sociaux : Twitter, Facebook, LinkedIn ;

Rédige la newsletter mensuelle ;

Coordonne le développement et la rédaction des contenus du nouveau site web de l'AMREF en lien avec le Responsable de pôle et le webmaster.

RELATIONS PRESSE

Contribue à définir et met en œuvre de la stratégie de relations presse/médias ;

Propose et développe le dispositif d'information vers les médias (éléments de

langage, briefing, rédaction et diffusion de communiqués et dossiers de presse...)

Organise les rencontres avec les médias et la presse (interview, conférence, point presse, missions terrain ou déjeuner de presse) puis en assure la réalisation opérationnelle et logistique ;

Produit les revues de presse ;

Prospecte et entretient des relations de qualité avec les journalistes et les médias (demandes d'interviews, d'images, d'informations sur la position de l'association...).

MOBILISATION DES RESEAUX

Participe activement à l'animation du réseau de bénévoles de l'association et la gestion de sa base de données ;

Anime, en appui au Délégué général et au Responsable, le réseau des ambassadrices et parrains ;

Contribue à la Mobilisation de nouveaux soutiens.

CAMPAGNES

Participe à l'élaboration



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

des stratégies de campagne internationale. et assure la rédaction des éléments de langage ; Est force de proposition pour le développement d'une nouvelle campagne en 2017 et dans la préparation de son plan d'action.

Ville Boulogne Billancourt
Expériences / Formation du candidat

Très bonnes compétences en rédaction ;
Esprit de synthèse ;
Expérience réussie dans les relations presse et le Community management ;
Solides compétences en communication externe et relations presse ;
Capacités d'organisation, créativité, autonomie, rigueur ;
Une expérience précédente en ONG est un plus ;
Aisance en droit de la communication très appréciée.

Vous avez un intérêt particulier pour l'Afrique, la Santé mondiale et pour la solidarité

Le/la candidat(e) devra adhérer à la philosophie d'action de l'association : mettre en œuvre des solutions africaines aux problématiques africaines.

Formation : Ecole de journalisme, d'Edition, de Communication digitale ou Ecole de commerce.

Expérience :
Au moins 3 ans d'expérience sur des fonctions de Communication et Marketing.

Langues parlées
Français : lu, écrit, parlé parfaitement OBLIGATOIRE ;
Anglais : lu, écrit, parlé OBLIGATOIRE ;

Fonctions Communication
Activités Santé
Pays Europe, France
Contrat CDI

Durée du contrat
Contrat à durée indéterminée CDI, employé, temps plein.
Poste Basé à Boulogne Billancourt (92). Déplacements en France et à l'International à

prévoir
Salaire / Indemnité
Salaire Négociable selon profil et expérience. Mutuelle prise en charge à 50% par l'AMREF France. Prise en charge de 50% de l'abonnement transport en commun.

Documents à envoyer
CV et lettre de motivation
Nom de la personne contact

Antony TERMINAT-PURUEHNCE
Email de la personne contact
a.puruehnce@amref.fr

Date de fin de validité
21/10/2016



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

POSTE : RDC – Un(e) Coordinateur/
trice Administratif et Financier
Accueil » RDC – Un(e) Coordinateur/
trice Administratif et Financier

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires :

La RDC en 2016 fait encore face à une instabilité importante, principalement dans l'est du pays (Kivus, Province Orientale et Katanga) en lien avec l'activité prédatrice d'un grand nombre d'acteurs informels associés à des milices armées sur les ressources minières très importantes de la région.

Par ailleurs, des enjeux politiques et constitutionnels majeurs risquent de complexifier la grille de lecture des différents conflits encore en cours en 2016. La région entière est à la veille d'événements politiques majeurs (élections, modifications de constitutions) avec des conséquences potentielles sur des déplacements de populations dont certains déjà en cours (RCA, Burundi).

La situation dans la province du Nord-Kivu n'a pas évolué depuis la défaite du mouvement rebelle M23 fin 2013. Les FARDC libérés de leur engagement face au M23 se focalisent actuellement sur d'autres fronts pour lutter contre les nombreux groupes armés actifs dans la région (Maï Maï, APCLS, FDLR, ADF etc...). En outre, les tensions ethniques et les problématiques d'accès à la terre sont sources de tensions particulières dans les zones d'intervention de PUI (Masisi, Rutshuru).

Dans la province du Tanganyika (sous-région de l'ex-province du Katanga), des conflits ethniques (entre milices Twas –pygmées- et Bantoues) initiés en 2012 ont résulté dans le déplacement souvent préventifs de centaines de milliers de personnes. Les zones d'intervention de PUI (ZS de Kiambi et Nyunzu) se caractérisent par un dénuement important de certains groupes (accès limité aux terres agricoles, à l'eau potable, enclavement, récurrence d'épidémies telles que la rougeole et le choléra) exacerbé par les déplacements les plus récents. Début 2016, le processus de réconciliation semble donner des résultats positifs et les mouvements de retours continuent d'être observés

permettant d'envisager de nouveaux types d'interventions humanitaires. Dans la province du Sud-Ubangi, plusieurs camps de réfugiés ont été ouverts dans les territoires de Libenge et de Zongo entre 2012 et 2015 en lien avec la crise en cours en RCA. Fin 2015, plus de 100 000 réfugiés étaient enregistrés dans la région. Courant 2015, le HCR a entrepris de relocaliser les réfugiés de la première vague pour pouvoir accueillir une nouvelle vague de réfugiés au niveau des camps cependant nombres de réfugiés sont réticents à l'idée de s'installer dans les camps afin de rester à proximité de la rivière qui constitue une source importante de nourriture. Considérant que la majorité des habitants de la zone de Libenge sont eux-mêmes des « retournés » revenus de la République du Congo en 2012, les tensions entre les populations locales et les réfugiés pourraient constituer un facteur d'instabilité.

Notre action sur le terrain :

PUI souhaite orienter son action vers le renforcement des capacités de résilience des populations déplacées et retournées en proposant une réponse d'urgence multisectorielle et intégrée dans les zones ciblées. Ces activités visent également les réfugiés centrafricains hors sites et les familles congolaises hôtes.

La capacité des ménages à résister à un choc futur et à mettre en place des stratégies d'adaptation et de survie constitue une priorité dans ce type de contexte, où aux problématiques structurelles se superposent des déplacements massifs liés à plusieurs conflits armés.

Dans certaines zones où la situation



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

d'urgence globale est moins marquée (Petit Nord Kivu) PUI souhaite sortir de la phase d'aide humanitaire pour mettre en place des activités d'autonomisation des déplacés afin d'améliorer leur niveau de vie et favoriser leur retour.

Découvrez notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités en RDC, nous recherchons un(e) Coordinateur/trice Administratif et Financier.

Le/La Coordinateur/trice Administratif et Financier est responsable de la bonne gestion financière, comptable et budgétaire de la mission ainsi que de la gestion des ressources humaines et des dossiers administratifs et juridiques. Gestion financière, budgétaire et comptable : Il/Elle est responsable de tous les aspects relatifs aux finances, incluant les éléments budgétaires et comptables, ainsi que la trésorerie de la mission.

Gestion des ressources humaines: Il/Elle est responsable de la gestion administrative des équipes nationales et internationales, de la définition / mise à jour des procédures et outils de gestion RH en conformité avec la réglementation du travail du pays d'intervention et la politique RH de PUI, et du suivi des risques liés aux questions RH.

Gestion administrative et juridique : Il/Elle supervise les dossiers administratifs et garantit que le statut et le fonctionnement de la mission soient en conformité juridique avec les exigences du pays d'intervention.

Représentation: Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et différents acteurs

locaux impliqués dans les domaines financiers, administratifs, juridiques et ressources humaines de la mission.

Coordination : Il/Elle centralise et diffuse l'information au sein de la mission et au siège pour tout ce qui concerne les domaines financiers, administratifs, juridiques et ressources humaines de la mission et consolide le reporting interne et externe dans ces mêmes domaines.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job In The field.

Ville Kinshasa
Expériences / Formation du candidat

Formation :
Gestion financière / comptabilité
Expériences Professionnelles :
Technique

Aptitudes transversales :
Connaissances procédures bailleurs institutionnels OFDA, ECHO, AAP, agences UN...) appréciées

Informatique :
Pack Office – Excel obligatoire
Autres (préciser)

Langues parlées
Le français est obligatoire.
L'anglais est un plus.

Autres (préciser)
Fonctions Autre
Activités Economie, Finance,
Administration

Pays Afrique, RD Congo
Contrat CDD

Durée du contrat
Salarié en Contrat à Durée

Déterminée – 12 mois
Date de démarrage : 15 juin 2016
Salaire / Indemnité
Salaire brut mensuel : de 1980 à 2310 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI
Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective
Frais de vie (« Per diem ») de 700 Euros

Régime de Break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Régime de Congés Payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer
Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : «CAF-RDC».

Nom de la personne contact
Karine Mougenot, Chargée de Ressources Humaines Expatriées
Email de la personne contact
recrutement@premiere-urgence.org

Date de fin de validité 31/10/2016



Jobs Campus

Avis de recrutement

POSTE : Tchad – Un(e)
Responsable Technique Sécurité
Alimentaire, Nutritionnelle &
Moyens d'Existence (SANME)
et WASH à Abéché

Accueil » Tchad – Un(e)
Responsable Technique Sécurité
Alimentaire, Nutritionnelle &
Moyens d'Existence (SANME)
et WASH à Abéché

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

Découvrez notre histoire
et nos valeurs

Situation et besoins

humanitaires :

Le Tchad est considéré comme une sorte d'îlot de stabilité en Afrique centrale, entouré par différentes crises dans ses pays frontaliers. Par conséquent, cette stabilité s'avère extrêmement fragile. Depuis 2015, une dégradation du contexte géopolitique et sécuritaire est observée : le Tchad a positionné son armée au niveau régional dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, devenu le groupe de l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO). La région du Lac, frontalière entre le Tchad, le Nigeria, le Cameroun et le Niger, est devenue par ailleurs une zone de conflit ouvert depuis le premier semestre 2015.

La situation socio-économique quant à elle est morose. L'ensemble des indicateurs socio-économiques sont mauvais, voire alarmants. En parallèle, les ressources de l'Etat se trouvent limitées du fait de la chute du prix du pétrole à l'échelle internationale et de l'augmentation des dépenses militaires dans le cadre de la lutte contre le groupe EIAO. Les tensions sociales sont par conséquent exacerbées dans le contexte d'élections présidentielles qui se sont déroulées en avril 2016.

Le Tchad est également le pays des crises oubliées et a été particulièrement affecté depuis 2014 par des mouvements de population en provenance de RCA, du Soudan et des pays limitrophes au Lac Tchad. En

outre, le pays souffre de crises alimentaires et nutritionnelles chroniques ainsi que des effets du changement climatique dans la bande sahélienne. La situation humanitaire demeure critique et les financements peinent à couvrir les besoins.

Notre action sur le terrain :

Pour l'année 2016, la stratégie de PUI au Tchad repose sur les orientations suivantes :

Consolider la présence de PUI dans les deux départements d'intervention au Ouaddaï à travers le renforcement des activités en Sécurité alimentaire / Nutrition / Santé et une plus grande couverture de ces zones (ex. District sanitaire d'Abougoudam), afin de renforcer notre place d'acteur humanitaire majeur dans la région du Ouaddaï ;

Poursuivre le développement de l'approche intégrée, en exploitant davantage le secteur Wash, Maintenir la présence de PUI sur le terrain, notamment en cas de retrait progressif de certains acteurs à l'Est du Tchad, dans le domaine de la santé en particulier, afin de poursuivre l'assistance humanitaire des populations dans le besoin

Poursuivre le plaidoyer relatif à la veille sur les vulnérabilités et l'importance du système d'alerte précoce dans la région du Ouaddaï.

Découvrez notre réponse



Jobs Campus

CampusJOB Avis de recrutement

à la crise

Dans le cadre de nos activités en Tchad, nous recherchons un(e) Responsable Technique Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle & Moyens d'Existence (SANME) et WASH.

Le/La Responsable Technique Sécurité Alimentaire, Nutritionnelle et Moyens d'Existence (SANME) supervise les programmes de sécurité alimentaire, de relance agricole, et de veille à l'exposition aux risques de la zone, qui sont mis en œuvre dans le département du Ouara, en lien direct avec le/la Coordinateur/trice SANME. Il/Elle est également responsable de la mise en œuvre de l'activité pilote WASH/eau potable dans le cadre du projet ECHO.

Programmes : Il/Elle s'assure de la bonne mise en œuvre et du suivi du/des programme(s) sous sa responsabilité.

Ressources Humaines : Il/Elle supervise l'équipe secal/wash/ agro/élevage (salariés PUI et journaliers éventuels).

Logistique et administration : Il/Elle assure le suivi logistique et administratif du/des projet(s) sous sa responsabilité.

Représentation : Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des programmes secal/agro/élevage.

Sécurité : Il/Elle contribue au respect des règles de sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à

son/sa responsable hiérarchique. Evaluation en sécurité alimentaire: Il/Elle identifie les besoins en fonction de l'évolution de la situation et de l'outil de veille et définit les pistes d'intervention dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Stratégie : Il/Elle contribue à l'élaboration de nouvelles interventions sur la base de besoins identifiés.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job In The field.

Ville Abéché

Expériences / Formation du candidat

Formation :

ENSA ou ENITA ou autre formation technique pertinente

Expérience professionnelle :

Internationale

Technique

Aptitudes transversales :

Bonne qualité rédactionnelle

Connaissances en gestion de projets

Informatique :

Pack Office

Sphinx est un plus.

Langues parlées

Français obligatoire

L'anglais et / ou d'autres langues sont un plus.

Fonctions T e c h n i c i e n spécialiste

Activités Génie civil,

Hydraulique, Santé
Pays Afrique, Tchad
Contrat CDD

Durée du contrat

Salarié en Contrat à Durée Déterminée – 12 mois

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel : de 1650 à 1980 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...

Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistante 24/24, rapatriement et prévoyance

Hébergement en maison collective

Frais de vie (« Per diem »)

Regime de break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break

Regime de congés payés : 5 semaines de CP/an + billet A/R au domicile tous les 6 mois

Documents à envoyer

Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : «RTSanté/NutWASH– Tchad».

Nom de la personne contact

Karine Mougenot, Chargée de Ressources Humaines Expatriées

Email de la personne contact
recrutement@premiere-urgence.org

**Date de fin de validité
31/10/2016**



Annonces

1/2 PAGE

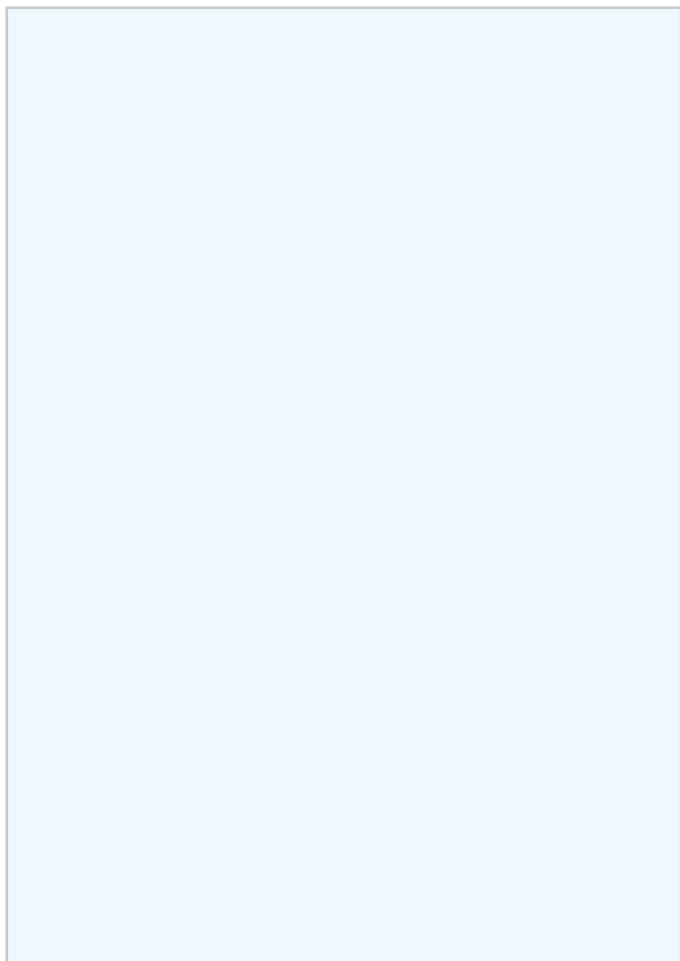
ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03





Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Site à Ouaga 2000 face à
l'immeuble de l'ARCEP

BOURSES D'ETUDES AUX BACHELIERS SESSION 2016

Filières concernées:

- ✓ Statistique et Informatique Décisionnelle
- ✓ Génie Logistique et Transport
- ✓ Droit

**(-)50% sur les frais de scolarité pour les 30
premiers inscrits par filière***

Délai de réception des dossiers de préinscription: 30 septembre 2016

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie!

*Sous réserve de conditions

Renseignement: Tel: (+226) 72 91 14 54/ (+226) 65 52 36 36/ (+226) 25 50 54 00

Université Ouaga 3S, pour une insertion professionnelle réussie !
DUT, LICENCE, INGÉNIORAT, MASTER, DOCTORAT
+226 65 52 36 36
/ Université OUGA 3S/ Ouagadougou, Tel +226 72 91 14 54 / 25 60 53 00 / 25 60 54 00 - www.univ-ouaga3s.org - uo3s@univ-ouaga3s.org
Autorisation d'ouverture par Arrêté n° 2011-328/MESS/SG/DGERS/DEPr du 27 septembre 2011

**Vous êtes ambitieux ? Vous devez être un leader !
Exigez la qualité !**

L'UO3S vous offre cette opportunité grâce à sa maîtrise du système LMD.

DUT

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale
- * Génie Logistique et Transport
- * Secrétariat de Direction Bilingue (anglais et chinois)
- * Statistique et Informatique Décisionnelle



INGENIORAT

- * Informatique
- * Calcul



MASTER

- * Statistique et Analyse Economique
- * Ingénierie Financière
- * Droit des collectivités locales
- * Sciences Economiques et de Gestion

LICENCE

- * Sciences et Technologies, Parcours
Mathématiques et application aux sciences
- * Sciences Economiques et de Gestion,
Parcours Monnaie - Banque - Finance
- * Sciences Juridiques, Politiques et de
l'Administration, Parcours Droit.
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

LICENCE PROFESSIONNELLE

- * Finance - Comptabilité
- * Gestion commerciale et Marketing
- * Secrétariat de Direction Bilingue
- * Direction et Gestion des PME
- * Systèmes, Réseaux, Internet et Logiciels Libres
- * Communication et Gouvernance des
Collectivités Territoriales
- * Statistique et Informatique Décisionnelle

DOCTORAT

- * Mathématiques
- * Sciences Economiques et de Gestion



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

*Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en
1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :*

1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
2. Banque et Microfinance, option :
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
3. Génie Informatique, option :
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
4. Gestion des ONG et des Associations, option :
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
5. Autres filières disponibles
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46/ +226 72 08 03 03/ +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

FONDATION SCIENCES-CAMPUS

I S C-BOBO

Ecole des Sciences et Technologies de Bobo
Dioulasso

01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01

Tél. : 00226 20954746

Email : isc@sicbobo.com



Burkina Faso

Unité-Progrès-Justice

APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2e Promotion de

Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie (STEEE)

Le Président de la Fondation Sciences-Campus informe le public de l'ouverture des inscriptions pour le **recrutement de la deuxième promotion d'étudiants de Licence en Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, à l'Institut Supérieur des Sciences et Technologies (ISC-Bobo) pour la rentrée 2016-2017.**

Compétences visées : A l'issue de la formation, le titulaire de la Licence (Bac +3) disposera :

- Des connaissances en sciences de base et informatique appliquée,
- Des connaissances en techniques de base,
- Une approche des métiers à travers les enseignements de techniques appliqués dans les domaines, des Infrastructures Hydrauliques, de l'Eau et Assainissement, du Génie Electrique & Energétique, du Génie Civil, du Système d'Information et des Mines.

Débouchés : A l'issue de cette formation de six (6) semestres, le titulaire de la Licence aura acquis un bon niveau pour la poursuite des études en Master d'ingénierie ou intégrer le milieu professionnel.

Modules : Un tronc commun consacré aux enseignements en Sciences de base (Mathématiques, Biologie, Chimie, Géologie, électrotechnique...), Techniques de base (Calcul de structures, Hydraulique...), Techniques appliquées (Topographie, Dessin Technique, Génie Civil...) et les enseignements spécifiques selon les options.

Options /Filières de spécialisation: au sixième semestre les options sont orientées en :

- Infrastructures Hydrauliques
- Eau & Assainissement

- Génie Electrique & Energétique
- Génie civil

Conditions d'accès : la Licence STEEE est ouverte aux titulaires de Baccalauréat pour six semestres d'études donc 3 ans et aux titulaires des diplômes suivant ou leurs équivalents : DEUG, DUT, BTS pour deux semestre d'études donc 1 an.

Frais de scolarité : Formation : 275.000 FCFA /an, Frais d'inscription : 5.000 FCFA, Frais de session/en cas de reprise: 15.000 FCFA/UE

Autres frais : sont à la charge des étudiants, les frais de tenue universitaire, des feuilles de devoir, d'assurance pour les étrangers, de bibliothèques, les frais de transports et autres frais personnels.

Dossiers : Attestation ou dernier diplôme + Carte d'Identité et Fiche d'inscription à déposer au service de l'orientation au plus tard le 30 Septembre 2016 ou envoyer à ISC Bobo 01 BP 2530 Bobo Dioulasso 01.

Début des cours : 15 Octobre 2016 sur le campus au centre-ville de Bobo Dioulasso, Avenue Guillaume Ouedraogo.

**Le Président,
Siaka GOW**

Adresse : Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady/ 01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01 /

Tél. : +226 95 20 47 46 / +226 72 08 03 03/ +226 72 07 09 09/ +226 77 20 00 26

Email : isc@iscbobo.com / www.iscbobo.com / Skype : [iscforum](https://www.skype.com)



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

03 09 2016 AU 10 09 2016 Groupe 2

AEROPORT	22625314222	NAYYIRA	22625481841
AMARO	22625343328	NEIMA	22625355682
AR RAHMA	22625350986	NEMADIS	22625373041
AUGUSTINE	22625376100	PROGRES	22625430162
BARK WENDE	22625408590	PROVIDENCE	22625318648
CITE AN	22625331966	ROOD WOOKO	22625308890
BOULMIOUGOU	22625431268	SCHIFFEY	22625402742
DAPOYA	22625313201	SIGRI	22625412148
DELWINDE	22625367280	SUD	22625384282
FLAYIRI	22625407344	TALBA	22625362225
FASO	22625381929	TANKO	22625351557
HAMDALAYE	22625343694	UNIVERS	22625419965
HEERA	22625316610	WATI	22625260053
JABNEEL	22625447870	YOBI	22625311630
JOURDAIN	22625360686		
KARPALA	22651292503		
KOULOUBA	22625311918		
MARTIN	22625508459		
METEBA	22625335333		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Réwendé Hervé Roamba
- Bernard M' Pempé Hien

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigrane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Poüda
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

/kk
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01

Tél. : (226) 25 30 70 64/65

Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Test d'entrée en 1ère année à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), session 2016

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO porte à la connaissance des titulaires du Baccalauréat des séries C, D, E, A, G1, Bureautique professionnelle, G2 et G3 des sessions de 2015 et 2016, qu'il est ouvert à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), un test de recrutement d'étudiants en première année de licence professionnelle dans les filières suivantes :

- 1- Comptabilité-Contrôle-Audit (CCA) pour 70 places,
- 2- Assurance-Banque-Finance (ABF) pour 40 places,
- 3- Marketing et Gestion (MG) pour 40 places,
- 4- Assistance de Direction Bilingue (ADB) pour 25 places,
- 5- Méthodes Informatiques Appliquées à la Gestion (MIAGE) pour 20 places.

Le régime de la formation qui dure trois (03) ans, est celui du système Licence-Master-Doctorat (LMD).

Les dossiers de candidature devront être déposés à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), du mercredi 13 juillet au vendredi 29 juillet 2016 et du jeudi 1er septembre au vendredi 09 septembre 2016, de 07h30 à 12h

Le dossier de candidature est composé des pièces suivantes :

- une demande manuscrite non timbrée adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, portant les noms, prénoms, adresse et signature du candidat avec précision de la filière choisie ;
- une photocopie légalisée de l'attestation du baccalauréat des sessions 2015 ou 2016 ;
- une photocopie légalisée de l'acte de naissance ;
- une photocopie du reçu de versement des frais d'inscription au test (15 000F CFA), payable à la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO (à Zogona);

Les informations complémentaires relatives aux différentes filières sont affichées à la Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information (DAOI), à l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM), sur le site de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO www.univ-ouaga.bf.

Le test se déroulera le lundi 19 septembre 2016 à partir de 6 heures 30 minutes dans les amphithéâtres Libyens de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO pour les filières ABF et CCA et au sein de l'IBAM pour MG, MIAGE, ADB.

La répartition des candidats sera affichée le jeudi 15 septembre 2016 devant les amphithéâtres Libyens et au sein de l'IBAM.

L'admission au test n'implique pas l'attribution d'une bourse de l'enseignement supérieur.

Pour toute information complémentaire, s'adresser à la scolarité de l'Institut Burkinabé des Arts et Métiers (IBAM).

Pr Rabiou CISSE
Chevalier de l'ordre national
Officier de l'Ordre des Palmes académiques



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

^{/kk}
**MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA I Pr Joseph KI-ZERBO

PRESIDENCE

03 BP 7021 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 70 64/65
Fax : (226) 25 30 72 42



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement en 1ère année pour la formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales

Le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO, porte à la connaissance des titulaires du baccalauréat 2016 et des professionnels qu'il est ouvert à l'UFR des Sciences de la Santé, un concours direct de recrutement d'étudiant(e)s pour la 1ère année de la section de formation des Technicien(ne)s Supérieurs de Santé, option Analyses Biomédicales.

1) Formation et diplôme

La durée de la formation est de trois (3) ans. La formation est sanctionnée par le diplôme de Licence Professionnalisée en Analyses Biomédicales.

2) Conditions et modalités d'accès

Les conditions et modalités d'accès à cette section de formation universitaire et professionnelle sont les suivantes :

a) Titulaire du baccalauréat

- être titulaire du baccalauréat session 2016 série C ou D,
- avoir été déclaré admis au concours.

b) Professionnels

- être technicien(ne) de laboratoire,
- avoir trois (3) années d'ancienneté en cette qualité,
- avoir l'autorisation du Ministère de la Santé,
- avoir été déclaré(e) admis(e) au concours,

c) Admission

- l'admission est prononcée sur la base de l'obtention d'une moyenne égale au moins à 10/20. Toute note inférieure à 6/20 est éliminatoire.

Le dossier de candidature comprend :

- une demande manuscrite adressée à Monsieur le Président de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO,
- une attestation légalisée de réussite au baccalauréat série C ou D
- une copie légalisée d'acte de naissance ou de jugement supplétif tenant lieu.

d) Epreuves

Le concours comporte :

Pour les bacheliers, trois épreuves

- mathématiques : coefficient : 2
- physique-chimie : coefficient : 3

- Sciences naturelles : biologie : coefficient : 2

Pour les professionnels, cinq épreuves d'une (1) heure chacune :

- Biochimie coefficient : 3
- Hématologie coefficient : 2
- Microbiologie : coefficient : 1
- Parasitologie : coefficient : 1
- Immunologie : Coefficient : 1

3) Déroulement des épreuves

Les épreuves se dérouleront le Jeudi 22 Septembre 2016 dans l'enceinte de l'UFR/SDS de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO.

Les candidatures sont recevables au service courrier de l'UFR/SDS du 1er au 15 Septembre 2016, les jours ouvrables de 08h à 11h30.

Le nombre de places mises en compétition est de quinze (15) pour les titulaires du baccalauréat session 2016 et cinq (5) pour les professionnels.

Les candidats doivent s'acquitter des frais de dossiers fixés à quinze mille (15.000) francs CFA auprès de la comptabilité de l'Université Ouaga I Pr Joseph KI-ZERBO et une copie de cette quittance doit être jointe au dossier de candidature.

4) Informations générales

Les candidat(e)s doivent se munir d'une C.N.I.B. ou d'un passeport en cours de validité et de quoi écrire.

N.B. : 1) L'admission au concours de recrutement ne donne pas droit automatiquement à l'obtention d'une bourse nationale ni au statut de stagiaire.

2) Le régime d'examen terminal unique n'est pas admis dans la section.

3) La présence aux enseignements théoriques et aux travaux pratiques est obligatoire.

Pr Rabiou CISSÉ/

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre des Palmes académique



Annonces

1/2 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03

1/4 PAGE

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET
DE L'INNOVATION

SECRETARIAT GENERAL

UNIVERSITE OUAGA II

PRESIDENCE

INSTITUT UNIVERSITAIRE
DE FORMATIONS INITIALE ET CONTINUE

Tél. : 25 40 94 04

N° 2016- /MESRS/SG/UO2/P/IUFIC

BURKINA FASO

Unité – Progrès – Justice



APPEL A CANDIDATURES

Pour le recrutement d'étudiants de la 2ème promotion en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises (M2)

Le Président de l'Université Ouaga II informe le public de l'ouverture de tests pour le recrutement de la 2ème promotion d'étudiants en Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises, à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC), pour la rentrée universitaire 2016-2017.

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprises a pour objectif de :

- Favoriser l'acquisition et l'approfondissement des bases fondamentales du droit des affaires et l'acquisition des méthodes de travail et d'un savoir faire technique qui soit de nature à permettre au futur juriste professionnel (avocat ou juriste d'entreprise) d'assurer lui-même l'actualisation et l'évolution de ses connaissances tout au long de sa vie professionnelle.
- Adapter les méthodes pédagogiques à chaque spécialité, centrées sur les méthodes de rédaction et d'argumentation (rédaction de clauses contractuelles, notes de synthèse, consultations juridiques, plaidoiries), la maîtrise des différents types de contentieux, la recherche documentaire.

- Préparer aux métiers de juriste d'entreprise ou de conseil en droit des affaires, avec une ambition : «améliorer la performance juridique de l'entreprise».

Modules de formation

La formation dispensée est en présentiel et en cours du soir.

Les enseignements sont assurés par des professeurs de rang magistral ou des spécialistes réputés, avec leurs assistants, et provenant aussi bien des universités que des milieux professionnels.

Conditions d'accès à la formation

Le Master professionnel en Conseil Juridique d'Entreprise est un diplôme juridique. L'étudiant doit être titulaire d'une maîtrise en droit de l'Université Ouaga II, de toute autre université, ou d'un titre jugé équivalent.

Une expérience professionnelle d'au moins deux ans dans une entreprise publique ou privée serait un atout.

Le nombre de places disponibles est de trente (30).

Coût de la formation

- Frais d'inscription : 50.000 f CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250.000 f CFA pour les étudiants hors zone UEMOA.

- Frais de formation : 1.200.000 f CFA payables en deux tranches.
 - 1ère tranche : 700.000 f CFA avant le 30 novembre 2016
 - 2ème tranche : 500.000 f CFA au plus tard le 28 février 2017

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent déposer du 20 au 29 juillet 2016 et du 1er septembre au 30 octobre 2016 inclus au Secrétariat de l'IUFIC (situé à la ZAD, deux rues derrière le SIAO, troisième étage), un dossier de candidature

adressé à Monsieur le Président de l'Université Ouaga II, comprenant :

- Une demande de candidature manuscrite timbrée à 200 f adressée au Président de l'Université Ouaga II ;
- Une photocopie légalisée des diplômes obtenus du Baccalauréat à la maîtrise ou au M1 ;
- Une photocopie légalisée des relevés de notes (y compris celui du baccalauréat) ;
- Un curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation exprimant clairement les objectifs poursuivis par le candidat ;
- Une copie légalisée de CNIB ou passeport ou certificat de nationalité.
- Un protocole de recherche précisant clairement le thème indicatif du rapport envisagé.

Les candidats présélectionnés sur dossier subiront un test écrit.

Pour cette rentrée académique, le recrutement se fera selon le processus et le calendrier suivants :

- Date limite de dépôt des dossiers : 30 octobre 2016.
- Présélection sur dossier : 07 novembre 2016.
- Test : 10 novembre 2016
- Résultats : 15 novembre 2016

Le calendrier académique est le suivant :

- Inscription administrative : 15 au 30 novembre 2016
- Inscriptions pédagogiques : 1er au 30 décembre 2016
- Début des cours : 11 janvier 2017
- Fin des cours : 31 juillet 2017
- Dépôt des rapports : 30 octobre 2017
- Soutenance des rapports : novembre 2017

NB : les cours et les évaluations se déroulent du lundi au vendredi de 17 heures à 21 heures, le samedi toute la journée et exceptionnellement le dimanche. Quelques missions d'enseignements, conférences et séminaires peuvent se tenir dans la journée. Dans ce cas, les auditeurs seront informés à l'avance afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires pour être présents.

Pour de plus amples informations, prendre contact avec le secrétariat de l'IUFIC au (00226) 25 40 94 04, Courriel : iufic@univ-ouaga2.bf

**Pour le Président en mission et par intérim,
Le Vice-président chargé des Enseignements
et des Innovations Pédagogiques**

**Pr François de Charles OUEDRAOGO
Chevalier de l'Ordre des Palmes Académiques**



Universités & Ecoles à consulter pour la rentrée 2016-2017



Université Senghor

Master 2 «Droit et Politiques de l'environnement »

Master international de l'Université Senghor (Egypte) et de l'Université OUAGA II (Burkina Faso)

Le Président de l'Université OUAGA II et le Recteur de l'Université Senghor d'Alexandrie informent le public du recrutement de la troisième promotion d'étudiants du Master 2 « Droit et Politiques de l'Environnement » organisé à l'Institut Universitaire de Formations Initiale et Continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II, Campus Senghor du Burkina.

Ce master 2, organisé en partenariat et en codiplomation par les deux universités, se veut pratique, opérationnel et vise à former des praticiens de haut niveau pour une meilleure mise en œuvre des politiques et des législations en matière d'environnement dans les pays africains.

Le programme est réservé aux titulaires d'un diplôme de maîtrise ou de master en droit ou science politique délivré par une institution reconnue (Etat, CAMES...).

Les candidats sont sélectionnés sur dossier à compléter sur internet à l'adresse suivante : <http://senghor.refer.org>. Ce dossier comprend : le formulaire de candidature, une lettre de motivation, les photocopies légalisées des diplômes (BAC+ 4 ou équivalent), un CV et le thème indicatif du mémoire.

Les candidats doivent s'inscrire sur la plateforme de candidature ouverte sur le site de l'université Senghor et déposer une copie physique de leur dossier au secrétariat de l'institut universitaire de formations initiale et continue (IUFIC) de l'Université Ouaga II.

• **Date limite de dépôt des candidatures : 30 septembre 2016**

• **Début de cours : 11 janvier 2017**

Le master est internationalement reconnu. Les cours sont assurés par un corps professoral international et organisés en unités d'enseignement. Le diplôme du Master est délivré par l'Université Senghor et l'Université de Ouaga II.

Coût de la formation : 1.700.000 F CFA

Modalité : le paiement peut s'effectuer en trois versements aux dates limites suivantes :

Date limite de paiement (1ère tranche : 700 000 FCFA) : 30 octobre 2016

Date limite de paiement (2ème : 500 000 F CFA) : 15 décembre 2016

Date limite de paiement (3ème : 500 000 F CFA) : 15 février 2017

Les étudiants admis doivent également s'acquitter des frais d'inscription réglementaires à l'Université Ouaga II, soit : 50 000 F CFA pour les ressortissants de l'UEMOA et 250 000 FCFA pour les ressortissants hors zone UEMOA, le 15 octobre 2016 au plus tard.

Pour tout renseignement complémentaire, contactez :

UNIVERSITE OUAGA II

IUFIC : (00226) 25 40 94 04

Renseignement : iufic@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur : sbayala@univ-ouaga2.bf

Coordonnateur adjoint : ital@univ-ouaga2.bf

UNIVERSITE SENGHOR D'ALEXANDRIE

Rectorat

Tel (203) 48 43 504 ou 48 43 374

Fax : (203) 48 43 479

Courriel : info@usenghor-francophonie.org

Direction de la Décentralisation, des Campus Senghor et des Partenariats

jean-dominique.assie@usenghor-francophonie.org



Les Offres de bourses

**BIN /SANS
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION**

SECRETARIAT GENERAL

**CENTRE NATIONAL DE L'INFORMA-
TION,
DE L'ORIENTATION SCOLAIRE ET
PROFESSIONNELLE, ET DES BOURSES**



Le Ministre

**BURKINA FASO
Unité-progrès- justice**

Ouagadougou, le 08 juillet 2016juillet 2016

N° 2016- 000677/MESRSI /SG/CIOSPB/
DBAF

A

Tout étudiant candidat à la bourse nationale de 2nd cycle en Afrique

Objet : Informations relatives aux bourses nationales de
2nd cycle

Il est porté à la connaissance des étudiants désireux d'entreprendre des études de 2nd cycle en Afrique que l'octroi de la bourse répond a des critères définis a l'article 45 du décret 2008-865/PRES /PM/ MESSRS /MEF/MFPRE/MJE du 30 décembre 2008 portant définition des divers régimes de bourses d'études au Burkina Faso et fixation des modalités de leur contingentement .

I. MODALITES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

Les bourses de 2nd cycle sont attribuées, dans la limite du contingentement en cours, aux étudiants de nationalité burkinabè remplissant les conditions suivantes :

- Etre titulaire d'un BTS, d'un DTS, du diplôme d'ingénieur des travaux, d'un DUT ou d'une licence, avec au moins la mention « assez bien »,
- Avoir 26 ans au plus.

Les bourses sont attribuées au regard des besoins de développement du Burkina Faso.

Les filières et les lieux de formation retenus pour les bénéficiaires sont aussi fonction de ces priorités et de correspondent pas nécessairement aux souhaits manifestés. Les inscriptions obtenues indépendamment par des étudiants suite à leurs démarches personnelles n'entraînent pas l'octroi systématique de la bourse nationale.

II. COMPOSITION DU DOSSIER

Toute demande de bourse de 2nd cycle doit recueillir l'avis de l'université du postulant avant l'examen du dossier par la commission nationale des bourses d'études et des stages (CNBES)

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- Une demande manuscrite timbrée a 200f CFA (timbre fiscal) adressée a monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'innovation. Cette demande doit porter sur sa troisième page, les avis des supérieurs hiérarchiques (Chef de département, Directeur d'UFR , d'Institut ou d'Ecole, Président d'Université) du postulant et la décision du Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation sur

la quatrième page ;

- Un extrait d'acte de naissance
- Un certificat de nationalité burkinabè
- Les copies légalisées des diplômes (ou attestation des diplômes) :
- Du baccalauréat, du DUT/DTS /BTS, de la licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux ;
- Des relevés de notes des deux (02) OU trois à (03) dernières années d'études ;
- Un curriculum vitae
- Une attestation de préinscription et un document indiquant les coûts de la formation sollicitée ;
- Une lettre de motivation

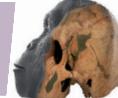
IL est rappelé aux candidats que les établissements privés ne sont pas éligibles aux bourses nationales.

En raison des difficultés d'inscription et du faible quota de bourses allouées, ne seront pris en compte pour la compétition que les candidats remplissant les conditions et disposant du diplôme de DUT/ DTS BTS, de licence ou du diplôme d'ingénieur des travaux au moment des travaux de la commission nationale des bourses d'études et de stages (CNBES)

Les Candidats déjà titulaires de la maitrise ne sont pas éligibles à la bourse nationale de second cycle.

La date limite de réception des dossiers de candidatures au Centre National de l'Information, de l'Orientation Scolaire et Professionnelle, et des Bourses (CIOSPB) est fixée au vendredi 25 novembre 2016.

**P/Le Ministre et par délégation, le
Le Secrétaire général
Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA
Chevalier de l'Ordre national**



Jobs Campus

Avis de recrutement

POSTE : VOLONTARIAT
: PARTICIPER A LA
COORDINATION DES
ACTIVITES SPORTIVES ET
DESSORTIES CULTURELLES

Accueil » VOLONTARIAT
: PARTICIPER A LA
COORDINATION DES
ACTIVITES SPORTIVES ET
DESSORTIES CULTURELLES

Description

Autremonde a pour mission principale la création de lien social avec des personnes en situation de grande précarité, d'isolement et de migration. Elle s'appuie pour cela sur l'engagement de plus de 300 bénévoles et de 7 salarié-e-s.

L'association organise ses activités autour de trois pôles :

– Lutte contre la précarité : accueil de jour et orientation sociale, maraude à pied, camion en gare, en direction de personnes en situation de rue ou en grande précarité.

– Insertion des migrants : ateliers de français, ateliers linguistiques à visée professionnelle, sessions de valorisation des compétences, ateliers informatiques et accès aux droits en direction de personnes en situation de migration.

– Pôle culturel et sportif : ateliers hebdomadaires artistiques et sportifs, soirées thématiques, sorties culturelles, journées de rupture, en direction des personnes en grande précarité et en situation de migration, mais

aussi des bénévoles et habitants du quartier.

proposée

Le/la service civique rejoint le Pôle culturel, dont l'objectif est de favoriser l'inclusion sociale du public accueilli, par la participation à des dynamiques collectives, la découverte culturelle ou encore la création d'espaces d'expression et de valorisation de soi.

En lien étroit avec la responsable du pôle culturel et sous la responsabilité de la déléguée générale, le/la volontaire :

Activités sportives

– aide au développement des activités sportives d'Autremonde

– coordonne l'équipe de foot et les matchs inter-associatifs

– gère les aspects logistiques liés aux activités sportives (matériel, terrains)

– co-organise des événements autour du sport, notamment un tournoi de foot en mai ainsi que des Olympiades en juin

– participe à des réunions partenaires.

Sorties culturelles

– participe à la programmation trimestrielle des sorties culturelles

– coordonne la mise en œuvre de ce programme en lien avec les bénévoles

– co-organise et accompagne la

sortie de fin d'année à la mer

– participe à des rendez-vous partenaires.

Mobilisation des publics

– communique directement auprès des publics de l'association sur les activités culturelles et sportives

– veille sur le taux de participation aux ateliers hebdomadaires, sorties culturelles et soirées thématiques et phonings réguliers auprès des participants

Coordination des équipes de bénévoles

– anime l'équipe bénévole de l'activité football

– actualise la base de données sur les sorties culturelles et les activités sportives

– actualise les outils en ligne utilisés par les bénévoles

Communication

– élabore des supports de communication

– participe à l'animation d'un blog

Vie d'équipe et associative

– est amené-e à collaborer avec les équipes bénévoles, les autres responsables de Pôle ou de projet.

Ville Paris

Qualité du candidat

Autonome, militant, dynamique, ayant le sens du travail en équipe.